

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 295

Vendredi 27 juin 1975

Lundi, neuf ouvriers des Câbles de Lyon étaient victimes d'un attentat fasciste que la police cherche à maquiller en accident. Un des ouvriers est toujours dans le coma.

Peu de temps auparavant la police était intervenue contre les ouvriers qui occupaient l'usine comme elle le fit également à Chausson et dans d'autres entreprises. Ces agressions policières se font en liaison avec l'intervention de milices formées de nervis fascistes. Au «Parisien libéré» c'est avec des chiens qu'ils sont intervenus contre les travailleurs.

Il est dans la logique de la bourgeoisie de s'opposer par la violence fasciste à la lutte des travailleurs.

Partout où la bourgeoisie est au pouvoir elle agit ainsi, qu'elle soit de droite ou qu'elle se donne un visage de «gauche». Voyez la Pologne où en 1970 la police a ouvert le feu sur les ouvriers en lutte contre la vie chère, assassinant de nombreux travailleurs. Voyez l'URSS où au cours de ces dernières années, la police, les parachutistes, l'armée ont été lancés contre les travailleurs, comme en 1972 à Kaunas où des milliers de manifestants ont affronté les forces de répression. Voyez le Portugal où les dirigeants du parti prétendument communiste ont imposé une loi antigreve qui interdit les grèves sur le tas et de solidarité, et rend obligatoire les préavis d'une semaine avant toute grève.

Les dirigeants du P«C»F protestent en paroles contre la répression exercée contre la classe ouvrière et cherchent à se donner un masque de «défenseurs des libertés». Mais en réalité s'ils étaient au pouvoir ils recourraient aussi à la répression fasciste. Ce sont eux qui ont réclamé la loi «anticasseurs» utilisée par la bourgeoisie pour réprimer les travailleurs. Ce qui fit dire à Pompidou recevant Ballanger : «Je ne vous ai jamais rien refusé, même pas une loi anticasseurs». Ce sont eux qui ont insulté le jeune ouvrier Pierre Overney assassiné par un nervi de la milice fasciste de Renault. Ce sont des partisans du socialisme en paroles, des fascistes dans les faits : des sociaux-fascistes. Déjà ils ont recours activement aux agressions fascistes, en particulier contre les militants marxistes-léninistes. Samedi dernier par exemple, à Marseille, ils ont fait matraquer par leur service d'ordre des diffuseurs de «l'Humanité rouge» dont plusieurs ont été blessés. Puis ils ont fait appel aux CRS. On pourrait multiplier les exemples.

Pour combattre la répression la classe ouvrière doit aussi combattre les dirigeants du P«C»F, défenseurs des libertés en paroles, ennemis des libertés en réalité. On ne peut combattre le fascisme si on ne combat pas le social-fascisme.

André COLERE

NON AU FASCISME ! NON AU SOCIAL- FASCISME !

DERRIERE LE TAPAGE DU P«C»F SUR LES LIBERTÉS... (p. 4)



ANGOLA: ACCORD SIGNE



Les combattants et le peuple angolais déterminés à construire un pays indépendant et prospère.

Les présidents des trois mouvements de libération de l'Angola (FNLA, MPLA et UNITA) viennent de signer un accord à Nakuru au Kenya.

Dans cet accord, il est indiqué : « Conscients de la grave situation dans laquelle se trouve le pays et des intérêts nationaux qui doivent être nécessairement placés au-dessus de tout différend politique et idéologique, ils déclarent solennellement renoncer à l'usage de la force comme un moyen pour résoudre les problèmes et respecter toutes les obligations résultant de la conclusion de l'accord.

« L'accord sur diverses décisions comprend les décisions sur l'amélioration

du travail du gouvernement de transition, sur l'établissement des forces armées nationales et sur le règlement des problèmes économiques auxquels fait face l'Angola. Il souligne que les préparatifs doivent être entrepris pour la réalisation de l'indépendance de l'Angola le 11 novembre 1975. »

Cet accord est un coup porté aux deux superpuissances qui cherchent dans la division des mouvements de libération qu'elles exacerbent, à placer leurs pions dans la région. Le peuple angolais qui veut l'indépendance et l'unité, vient ainsi de déjouer leurs complots. Soyons sûrs, que malgré les embûches et les difficultés, il ira de l'avant.

changements dans le traité. Notamment, ils ont décidé de changer le règlement du commandement général : désormais, tous les membres seront obligés de participer « aux activités » du pacte ; or, il est arrivé à maintes reprises, que certains membres se sont abstenus de certaines opérations qu'ils désapprouvaient... Autre requête soviétique : la création d'unités spéciales communes composées de contingents des différents pays membres. Au fond, les dirigeants impérialistes de Moscou cherchent à mettre sur pied une gendarmerie internationale, sur commandement soviétique, qui leur permette d'intervenir ici ou là, au gré de leurs intérêts.

Témoignage de l'UNECAS

Djibouti, dernier vestige colonial français en Afrique

L'Union nationale des étudiants de la Côte Afars-Somalie nous a transmis un assez long texte sur la situation de leur pays ; ce texte se termine par les mots d'ordre « Vive la solidarité anti-impérialiste ! », « Vive la juste lutte du peuple de la CAS ! », « A bas le colonialisme français et la réaction ! » ; le manque de place nous empêche de publier ce texte en entier, nous avons choisi le début du texte qui accuse les méfaits du colonialisme français à Djibouti et montre l'essor de la résistance du peuple de la Côte Afar-Somalie contre lui.

Les colonialistes français maintiennent notre peuple sous la domination militaire directe depuis plus d'un siècle. La présence coloniale signifie l'exploitation économique féroce, la misère sociale, le chômage chronique (85 % de la population active), la vente légale de la drogue (le kat), la prostitution forcée des jeunes filles (pour distraire l'armée coloniale), la famine et la soif qui font de nombreuses victimes parmi les nomades.

L'armée d'occupation comprenant un potentiel humain et matériel considérable fait régner un climat de terreur dans notre pays.

En effet la répression la plus sauvage s'abat chaque jour sur notre peuple : expulsions massives, déportation au-delà du barrage électrifié qui entoure la ville de Djibouti, internements dans les camps de concentration, assassinats des militants anticolonialistes et organisation des commandos fascistes armés qui maintiennent un climat d'insécurité dans les quartiers populaires. Ces commandos ont assassiné plusieurs dizaines de personnes et en ont blessé plusieurs centaines du 24 au 28 mai 1975.

A la suite de ces machinations criminelles orchestrées par les colonialistes français et leurs valets dans le but de diviser notre peuple et d'éliminer physiquement tous les éléments progressistes, l'administration

coloniale a instauré le couvre-feu qui a augmenté le nombre des victimes, accentué les expulsions et les emprisonnements.

Cependant le peuple de la CAS qui n'a jamais accepté le fait colonial reste convaincu que l'indépendance nationale est plus que jamais à l'ordre du jour. L'histoire de notre peuple se caractérise par la résistance à l'oppression et la lutte constante menée pour retrouver sa dignité.

Depuis le début de cette année la lutte de notre peuple contre le colonialisme et la réaction s'accroît chaque jour.

Au mois de janvier le peuple manifeste contre le procès intenté contre le directeur d'un journal anticolonialiste.

Au mois d'avril les lycéens ont déclenché un mouvement de grève contre les conditions de vie misérables et contre l'enseignement colonial inadapté, les travailleurs se sont solidarisés avec les lycéens et ont paralysé l'économie coloniale.

Au mois de mai, lors du voyage éclair de Sturt, ministre des colonies notre peuple a montré sa volonté d'accéder à l'indépendance immédiate et inconditionnelle et de mettre fin à l'occupation coloniale, source d'exploitation économique, de misère sociale et d'humiliation quotidienne...



Autre tentative : celle de la « direction unique » : on forme les cadres militaires du traité de Varsovie à Moscou ; on demande à chaque pays d'augmenter son budget militaire pour le compte... du pacte ; on unifie l'armement contrôlé ainsi par Moscou ; on multiplie les manœuvres communes : 18 en 1974 dont 12 en direction du sud-est européen et des Balkans.

Ces efforts « d'intégration » totale sous direction soviétique ne vont pas sans mal : la Hongrie par exemple cherche à diminuer ses dépenses, car elle entretient plus de soldats soviétiques que de soldats hongrois ! Quant à la Roumanie, elle a fait preuve à maintes reprises de sa volonté d'indépendance et de souveraineté.

Pacte de Varsovie :

Moscou veut l'intégration totale

Chacun le sait : les dirigeants de Moscou s'efforcent de contrôler le « pacte de Varsovie » : ils l'ont utilisé à leurs fins en août 68, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Mais cela ne leur suffit pas. Ces derniers temps, ils ont demandé aux pays « frères » de faire des

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

ÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA

Notre tâche dans les syndicats

Le mouvement de masse connaît à l'heure actuelle un développement continu. Chaque jour de nouvelles entreprises entrent en lutte, et généralement avec des méthodes d'actions rompant carrément avec les formes «calmes, limitées...», qui sont l'apanage des dirigeants révisionnistes de la CGT pour freiner la combativité des masses et les décourager.

Les dirigeants révisionnistes ont peur, car ils sont pris dans une contradiction insurmontable : ou bien ils utilisent la tactique «dans le calme et la dignité», dans ce cas ils apparaissent pour ce qu'ils sont : des ennemis de la classe ouvrière ; ou bien ils adoptent ce qui est appelé «la nouvelle tactique» (dure en apparence) et donc risquent d'être débordés et balayés par le courant irrésistible du mouvement de masse.

Le mouvement de masse ne peut aller qu'en s'accroissant, car au fur et à mesure que la crise se développe, les différentes contradictions aussi se développent. Dans ce cadre-là quelle doit être notre tactique, notamment dans les syndicats ?

1) Soutenir les travailleurs qui se battent pour leurs justes droits, ou, comme aux Câbles de Lyon à Clichy, contre la politique fasciste de la direction du puissant trust CGE qui, dans un premier temps, envoie ses mercenaires contre les grévistes, et comme ça ne suffit pas, fait appel aux CRS, et comme ça ne suffit toujours pas, organise un ATTENTAT.

Notre tâche dans les syndicats CGT et CFDT, est d'impulser la lutte classe contre classe et soutenir TOUTES les initiatives qui vont dans ce sens.

2) Bien sûr on a à affronter ceux qui s'opposent, d'une manière ou d'une autre, au mouvement de masse, mais il faut bien distinguer : qui sont nos amis, nos alliés et qui sont nos ennemis.

En vérité, les véritables ennemis, infiltrés dans le mouvement ouvrier, ne sont qu'une poignée. Ce sont les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la CGT. Bien sûr, d'autres prennent parfois la même position, mais dans le fond c'est beaucoup plus par suivisme ou par opportunisme (par exemple peur d'affronter le révisionnisme) ; l'écrasante majorité d'entre eux est honnête et trompée. On ne peut donc absolument pas avoir vis-à-vis d'eux la même attitude. Il faut bien voir quelle est la cible centrale et concentrer tous les coups sur cette cible, et non pas la disperser. Ce n'est en aucun cas le syndicat en tant que tel que nous visons, mais au contraire la ligne anti-syndicale, antidémocratique, anti-ouvrière et antinationale, c'est-à-dire la ligne politique révisionniste. Dans les syndicats nous faisons tout pour faire triompher la démocratie syndicale, pour impulser la lutte classe contre classe afin d'obtenir satisfaction à nos revendications, pour élever politiquement la conscience des masses et surtout à l'heure actuelle élever la conscience que le social-impérialisme russe se prépare à l'agression et que le P.C.F. veut contrôler les syndicats pour lui préparer le terrain.

En conclusion disons que, sur toutes ces questions fondamentales, il y a dans le mouvement ouvrier, deux lignes antagoniques qui s'affrontent : la ligne prolétarienne préconisée par les communistes marxistes-léninistes de France qui correspond aux besoins objectifs des masses, et la ligne bourgeoise du révisionnisme moderne qui correspond aux besoins d'une poignée de traîtres au prolétariat et de traîtres à la nation soumis aux appétits expansionnistes de leur maître : le social-impérialisme russe qui rivalise avec l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale.

Nous avons donc pour tâche d'être à la tête des luttes en nous liant profondément aux masses, en travaillant à l'unité de la classe ouvrière, donc soutenir toutes les prises de positions positives qui s'opposent à la ligne révisionniste, comme par exemple la prise de position positive du syndicat CGT des correcteurs qui s'oppose au défunt Programme commun (HR No 294). Et parallèlement à cela donner inlassablement des explications politiques, des exemples concrets aux travailleurs pour déjouer les manœuvres révisionnistes et arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme.

Serge LAFORGE

ERRATUM : Dans l'article sur Rhône-Poulenc (H.R. p. 3), il fallait lire : «Le 28 mai dernier à l'appel des comités de liaisons CFDT et CGT de Rhône-Poulenc 60 000 travailleurs (et non 5 000) ont fait grève sur 88 000 salariés.

bulletin d'abonnement
à **L'Humanité** 
ROUGE

22 Nos (1 mois) 22 F

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

L'ÉPUR (Paris 7)

PATRONS DE "GAUCHE" A LA POINTE DU COMBAT ANTISYNDICAL

Depuis ce lundi 23 juin, les travailleurs de l'ÉPUR, petite entreprise d'urbanisme, occupent les locaux (16 bis avenue Bosquet, Paris 7e). Ceci après 5 mois de lutte pour la réintégration de trois syndiqués CFDT licenciés (voir HR des 13 février et 12 juin).

Face à eux, non seulement un quarteron de patrons «de gauche» (P.C.F., P.C.) grec et sympathisants), mais encore la section CGT qui défend au coude-à-coude avec eux «l'outil de travail progressiste». Un de ses tracts proclame : «le meilleur moyen de défendre l'emploi, c'est de maintenir l'activité de l'entreprise».

D'ailleurs, la femme d'un des patrons est une des syndiquées de choc de la section CGT ! A ce double titre, elle assistait aux réunions de l'intersyndicale et à celles de la direction !

ront-ils en face d'eux dans leurs luttes ?

Lundi 23 juin :

Journée «Portes ouvertes»

70 personnes sont venues apporter leur soutien aux grévistes. Le délégué CGT a tiré un tract ; les grévistes lui ont demandé qu'il le lise. Après s'être fait forcer la main, il a lu ce tract, accusant entre autres les grévistes de vouloir «casser l'Épur» ! Un véritable tissu de mensonges. Il a refusé de répondre à toute question et s'est enfui aussitôt terminée sa lecture, malgré que les grévistes lui aient demandé de rester pour en discuter !

Encouragés par le soutien de bon nombre d'autres sections syndicales, les grévistes décident l'occupation de l'entreprise.

Mardi 24 juin :

Les patrons font une demande d'expulsion devant le juge des référés, défendus par Rapoport, avocat de la



Les dirigeants du SNPBE, syndicat CGT des bureaux d'étude, ont refusé toute discussion avec leur homologue CFDT (le BETOR) sur la lutte de l'ÉPUR.

Lundi 16 juin :

Succès du meeting de solidarité

Les 150 participants ont vigoureusement dénoncé une section CGT qui ressemble comme deux gouttes d'eau à une CFT. Ils se sont demandé : si les nouveaux gérants du capitalisme étaient au pouvoir (c'est-à-dire les dirigeants du P.C.F. et de la CGT), qui (les travailleurs) trouve-

CGT ! Le juge reconnaît le droit à l'occupation et désigne un conciliateur.

Le cas de l'Épur n'est pas isolé. D'autres petites entreprises «de gauche», de l'Urbanisme ont licencié des syndiqués, y compris CGT, comme au GEPAR à Montreuil.

Dans leur lutte contre la répression syndicale, les grévistes de l'Épur ont reçu le soutien (délégations, motions) de nombreuses sections, y compris CGT. Entamons le débat dans nos sections CFDT et CGT afin de le renforcer.

Des grévistes de l'Épur

ECHOS DES LUTTES

Noisy-le-Sec : «Fonderie-acierie-Paris-Seine»

Les ouvriers continuent d'occuper leur usine depuis le 12 juin. Ils demandent des augmentations de salaire, ainsi que l'amélioration des conditions de travail.

La direction patronale refuse en bloc ces revendications et a tenté de faire intervenir les forces de répression pour faire évacuer l'usine. Elle a par ailleurs tenté de faire assigner 13 ouvriers au tribunal des référés.

Ces manœuvres ont échoué grâce à la détermination des travailleurs à occuper l'usine jusqu'à satisfaction de leurs justes revendications.

Ile Seguin : Renault :

La direction de la Régie a prétexté la grève de Chausson et le manque de pièces venant de cette usine pour réduire de deux heures par jour, trois fois par semaine, l'horaire de 4 000 ouvriers sur 10 000 travaillant notamment aux chaînes de montage de l'Ile Seguin.

On sait que Chausson est une filiale de Renault, et que la direction de Chausson refuse de satisfaire les

revendications des ouvriers de cette usine. Renault/Chausson est responsable à 100 % de la situation actuelle.

Les ouvriers des deux usines quant à eux ne peuvent être que solidaires devant un même patron qui essaye d'utiliser la grève de Chausson pour mettre au chômage partiel ceux de Renault-Billancourt et ainsi tente de les dresser les uns contre les autres.

Les ouvriers de «l'Ile» ne l'entendant pas ainsi, demandent le paiement total des heures chômées et se préparent à l'action.

Métro :

Le mécontentement grandit parmi les travailleurs de la RATP, notamment parmi les conducteurs de rames du métro parisien. Ils veulent des effectifs normaux permettant que soit assuré le service dans de bonnes conditions de travail.

Les conducteurs de rames ont engagé un mouvement mardi et demandent des effectifs suffisants, des temps de repos supplémentaires et une semaine de congés supplémentaires.

DERRIERE LE TAPAGE DU P.C.F. SUR LES LIBERTES ...

Conformément à la décision prise en avril par le Comité central du P.C.F., Georges Marchais a présenté son projet de «*déclaration des libertés*» dans une conférence de presse, le 15 mai dernier.

Quatre jours après, François Biloux, membre du Comité central du P.C.F., intitulait l'éditorial de «*France-nouvelle*» No 1540 : «*Liberté, liberté chérie !*».

Il y a eu un tel nombre de déclarations semblables à celles-ci depuis avril, début de la campagne sur les libertés, que nous pourrions en remplir des pages. Mais, le P.C.F. s'est-il transformé en Don Quichotte de la liberté ? Et, au fait, défend-il réellement les libertés ? Voyons plutôt quelques faits.

Les révisionnistes appellent la loi «*Anticasseurs*»

En décembre 1968, alors que la bourgeoisie continuait à réprimer les masses et particulièrement leur avant-garde communiste marxiste-léniniste, alors qu'elle accélérât et amplifiait considérablement le processus de fascisation de son appareil d'Etat, les dirigeants révisionnistes du P.C.F., eux, s'élevaient rageusement contre les luttes antifascistes que menaient les étudiants de Nanterre. Ils applaudissaient lorsque les CRS réprimaient de façon sanglante les étudiants, tirant des grenades lacrymogènes à l'intérieur du restaurant universitaire, et allant jusqu'à tout casser : vitres, portes, tables, chaises, etc, pour faire ensuite passer ces dégâts sur le dos des étudiants.

En février 1969, Merino conseiller général révisionniste de Seine-Saint-Denis, profitait de la présence du préfet de police, Grimaud, à une réunion du conseil général, non pas pour dénoncer les méthodes fascistes bourgeoises de mai et juin 1968, de l'inquisition qui a suivi, les arrestations, les contrôles gestapistes, mais pour demander des forces de police plus importantes, alors qu'à l'époque il y avait déjà près de 3 000 flics en Seine-Saint-Denis. Merino souhaitait «*que le rôle répressif de la police ne prenne pas le pas sur sa mission de surveillance*» (surveiller qui ?), et il insistait sur «*la nécessité de doter la banlieue d'effectifs de police en rapport avec le nombre d'habitants*». Le conseiller général révisionniste de Seine-Saint-Denis faisait ainsi écho à Grimaud qui venait de promettre qu'il «*aborderait le problème du manque d'effectifs sous un angle plus réaliste*».

Début 1970 alors que de nombreux militants marxistes-léninistes sont arrêtés pour reconstitution du PCMLF dissous, les révisionnistes eux mènent campagne contre «*ces ennemis des travailleurs*», «*ces provocateurs*» et «*ces groupuscules gauchistes en collusion avec les forces de police*». En avril, parallèlement au développement de la fascisation, les révisionnistes essaient de répandre que les «*maoïstes*» sont des «*fascistes de gauche*», c'est le début de l'odieuse campagne d'intoxication contre les «*ménées fascistes de l'extrême-gauche*».

Le 8 juin 1970, la loi scélérate, la «*loi anticasseurs*» est votée définitivement par le Sénat et l'Assemblée nationale. Elle est votée en seconde lecture après avoir été aggravée. Elle permet de poursuivre toute personne supposée «*instigatrice*»

d'une manifestation même si elle n'y participait pas ! C'est une loi fasciste qui institue la «*responsabilité collective*». Les parlementaires révisionnistes ont voté contre, en sachant très bien qu'elle était assurée de passer grâce à la «*majorité*» réactionnaire et fascisante. Lors de la première lecture du projet de loi, les révisionnistes du P.C.F. avaient envoyé quelques délégations déposer dans le «*calme et la dignité*» des pétitions de protestation platonique. A la seconde lecture, ils ne font rien.

En fait, il ne faut pas croire que les révisionnistes ont été seulement trop mous contre la «*loi anticasseurs*». C'est eux qui l'ont provoquée. Leur campagne sur les «*maoïstes*» qui sont des «*casseurs*» ne visait pas autre chose. Jacques Duclos et Guy Ducloné n'avaient pas non plus d'autre objectif quand ils réclamaient devant les assemblées l'interdiction des organisations «*fascistes de gauche*», des organisations «*fascistes de toutes tendances*».

Les semaines qui suivirent le vote de la loi devaient confirmer

«*Vie Ouvrière*», les révisionnistes déclaraient à propos des revendications des flics : «*nous ne sommes pas assez nombreux, la CGT dénonce cette insuffisance d'effectifs*» !

Non, les révisionnistes, les grands défenseurs de la «*Liberté*», ne se sont pas opposés à la «*loi anticasseurs*». Ils ont insisté pour l'obtenir. Pompidou le savait qui déclarait à Ballanger venu lui faire des courbettes à l'Élysée : «*Je ne vous ai jamais rien refusé, même pas une loi anticasseurs*».

Les révisionnistes défendent Tramoni l'assassin de Pierre Overney.

Lorsque Pierre Overney, que «*L'Humanité*» du 26 février 1972, qui titrait «*La loi des voyous*», présentait comme un ancien élève de l'École centrale alors qu'il était fils d'ouvriers et lui-même ouvrier depuis 14 ans, fut assassiné par le fasciste Tramoni aux portes de Renault, les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la CGT ont crié au scandale. Mais



Sans cette photo probante, l'assassin d'Overney aurait été acquitté et les propos crapuleux de Sylvain, responsable P.C.F. de Renault, sur «*les hommes de main fascistes, sous des étiquettes maoïstes*» auraient pu tromper.

cette position des dirigeants révisionnistes. Dans le numéro du 17 juin 1970 de la «*Vie Ouvrière*» un article relatant des incidents entre le service d'ordre de la CGT de Renault et des militants de la «*Gauche prolétarienne*» comparait ces derniers aux nazis qui pourchassaient les militants communistes dans l'Allemagne des années 1932-1933 !

La «*Vie Ouvrière*» du 24 juin, récidive. Krasucki écrivait à propos des militants révolutionnaires dans les entreprises : «*on assiste à la poursuite de campagnes menées de l'extérieur du mouvement syndical pour tenter d'intervenir dans ses affaires ou de se substituer à lui... et d'entraîner les travailleurs vers des aventures et des échecs. Les inventeurs de systèmes, les amateurs de minorités agissantes, les pourfendeurs d'appareils... n'ont pas désarmé et ils trouvent des soutiens complaisants dans certains moyens d'expression de la bourgeoisie. Cette activité entre en ligne de compte dans la stratégie du gouvernement, lequel espère qu'elle gênera l'action des travailleurs et de leurs syndicats et n'hésite pas à utiliser des éléments provocateurs*». Dans un autre article de la même

qui accusaient-ils ? Tramoni ? Non, Pierre Overney !

La direction de la Régie Renault qui parlait de «*provocations et d'incitations à la violence*» s'est vue dépassée sur l'extrême droite par les dirigeants révisionnistes. Ces derniers ont en effet osé dire que la responsabilité du meurtre incombait aux «*agissements provocateurs gauchistes*», ou comme la section CGT de Renault, aux «*hommes de mains fascistes sous étiquette maoïstes*».

Marchais qui se trouvait à Strasbourg le jour de l'assassinat devait déclarer : «*Quel crime monstrueux pour les groupes gauchistes extérieurs à l'usine qui sont allés provoquer les ouvriers de Renault à la porte des usines. Je pose la question : est-ce qu'on va recommencer à nouveau comme en 1968 ? Je réponds : non cela ne doit pas recommencer !*».

Ainsi, logiques avec leurs propres conceptions, fidèles à leur classe, les dirigeants révisionnistes, après avoir incité au crime fasciste, s'efforçaient de la justifier et demandaient à la bourgeoisie fascisante de continuer à réprimer dans le sang les ouvriers révolutionnaires pour que ça ne recommence pas comme en 68 !

Bien sûr, ils n'appellèrent pas à protester contre ce crime odieux. Mieux, ils tentèrent d'empêcher les travailleurs de participer à la manifestation lors de l'enterrement de Pierrot. Nombre de délégués CGT qui avaient passé outre, et qui avaient mobilisé les ouvriers et employés pour faire de l'enterrement de Pierre Overney une puissante manifestation de masse antifasciste furent ensuite démis de leurs fonctions de délégués, certains furent même obligés de quitter la CGT ! C'est bien pourquoi, le 4 mars 1972, les centaines et les centaines de milliers de travailleurs et d'intellectuels qui défilèrent de la place Clichy au Père Lachaise, ajoutèrent au contenu antifasciste de la manifestation un contenu antirévissionniste, anti-social-fasciste. Des centaines de milliers de poitrines scandèrent avec force en même temps : «*Pierre Overney sera vengé*», «*Le fascisme ne passera pas*» et «*Marchais menteur, complice des tueurs*».

Rarement les dirigeants révisionnistes s'étaient rangés aussi clairement dans le camp de la bourgeoisie, dans le camp des assassins.

Les dirigeants révisionnistes, des sociaux-fascistes.

Depuis lors, une multitude d'exemples sont venus confirmer que les révisionnistes ne défendent pas la liberté pour la classe ouvrière et les masses populaires.

Ils continuent de pousser la bourgeoisie à réprimer la classe ouvrière et particulièrement son avant-garde marxiste-léniniste. Mais aujourd'hui plus encore qu'hier, là où ils exercent un contrôle notamment sur certains appareils syndicaux, ils prennent eux-mêmes en charge la répression. Plus encore qu'hier ils s'attaquent non seulement aux militants révolutionnaires mais également à toute la classe ouvrière. Ainsi depuis des années ils ont exclu des dizaines de camarades marxistes-léninistes de la CGT et en janvier 1975 ils excluaient tous les travailleurs de la section CGT de l'imprimerie Hollenstein.

Ils essaient aussi de censurer la presse. Alors qu'en 1970, c'était le ministre de l'Intérieur, Marcellin, qui intentait trois procès à «*L'Humanité rouge*» pour avoir rappelé les massacres de 1961 à Charonne, dénoncé les violences policières à l'égard des militants révolutionnaires et montré que la police protège les meetings fascistes, aujourd'hui ce sont les dirigeants révisionnistes qui recourent à la justice bourgeoise quand des militants marxistes-léninistes les dénoncent pour ce qu'ils sont : des sociaux-fascistes... Lundi dernier, ils ont utilisé les éléments qu'ils contrôlent dans les NMPP pour empêcher «*Le Quotidien de Paris*» de paraître dans les kiosques de certaines villes de province. Il est vrai que ce jour-là «*Le Quotidien de Paris*» publiait d'intéressantes révélations du journal portugais «*Republica*» interdit par la clique Cunhal.

Il ne fait pas de doute que si ce grand «*défenseur des libertés*» qu'est le P.C.F. arrivait au pouvoir, la classe ouvrière et le peuple de notre pays se verraient soumis à une dictature du même type que celle qu'exerce Brejnev en URSS, en Tchécoslovaquie, en Pologne, etc., du même type que celle qu'essaie d'exercer Cunhal au Portugal : une dictature fasciste de type hitlérien.

Un ouvrier m.l.
de l'Imprimerie